

**Projet
d'évaluation :**

**La FNEC FP -FO
appelle à
la grève le
15 décembre
pour le retrait du
projet ministériel**

FO LA DIFFÉRENCE FO L'INDÉPENDANCE

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle,
de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière
6/8 rue Gaston Lauriau - 93513 MONTREUIL CEDEX - Tel : 01 56 93 22 22 - Fax : 01 56 93 22 20 - email : fnecfp@fo-fnecfp.fr

Communiqué de la FNEC FP-FO

La FNEC FP-FO participera ce soir à la réunion des fédérations de l'Education Nationale consacrée à la riposte à mettre en place pour faire échec au projet du ministre Chatel d'évaluation des enseignants

La FNEC FP-FO proposera à cette réunion que les fédérations syndicales adoptent le communiqué et la pétition issus de la réunion des syndicats nationaux du second degré du jeudi 17 novembre : il s'agit d'exiger le retrait du projet de décret qui institue l'évaluation, projet destructeur de toutes les garanties statutaires des personnels enseignants.

Ce projet de décret s'inscrit dans le plan de rigueur du gouvernement, il gèle de fait tous les traitements et prépare leur diminution en bloquant tous les avancements d'échelon pour 3 ans et en réduisant le déroulement de carrière à une progression pour tous à l'ancienneté.

La FNEC FP-FO proposera à la réunion des fédérations syndicales de s'associer à l'appel à la grève des syndicats nationaux du second degré pour le 15 décembre.

En tout état de cause, la FNEC FP-FO et ses syndicats nationaux (SNFOLC, SNUDI-FO, SNETAA-FO) appellent à la grève le 15 décembre pour le retrait du projet ministériel.

D'ores et déjà, il s'agit de multiplier à tous les niveaux (établissements, CT académiques, CT départementaux, CAP) les prises de position pour la grève et le retrait du projet.

Pour la FNEC FP-FO, il s'agit d'engager une réelle mobilisation par la grève pour le retrait du projet.

Montreuil, le 21 novembre 15 heures

Titulaires : le statut de fonctionnaire d'État à défendre
Non titulaires : le statut de fonctionnaire d'État à gagner
FORCE OUVRIÈRE : L'INDÉPENDANCE POUR DÉFENDRE LES REVENDICATIONS